

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.409/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 28 septembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "organisant l'accès de certaines autorités publiques au Casier judiciaire central", a donné le 25 octobre 2006 l'avis suivant :

Portée du projet d'arrêté royal

Le projet d'arrêté royal a pour objet de remplacer l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au casier judiciaire central.

Le rapport au Roi s'explique en ces termes :

"Une modification de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 s'impose par le fait que, d'une part, de nouvelles autorités ont fait la demande de pouvoir accéder aux données du casier judiciaire central et que d'autre part, la réglementation doit tenir compte des différences dans la nature des informations accessibles."

Ce sont les chapitres II (articles 7 à 19) et III (articles 20 à 41) de l'arrêté royal en projet qui visent à réaliser cet objectif, le chapitre I^{er} déterminant les modalités selon lesquelles s'effectue la désignation des personnes qui, au sein des autorisés visées par le projet, ont accès aux données du Casier judiciaire central (articles 3 et 4), les limites de l'utilisation de ces données (article 5) et les droits des personnes concernées par ces mêmes données (article 6).

Observations générales

1.1. Le chapitre II du projet a pour objet de désigner les autorités autorisées à accéder aux informations enregistrées dans le Casier judiciaire central en exécution de l'article 594 du Code d'instruction criminelle (ci-après CIC).

Ce chapitre comporte un premier article (l'article 7 du projet) qui, dans un paragraphe 1^{er}, précise les données auxquelles les autorités énumérées en son paragraphe 2, peuvent avoir accès ainsi que celles qui sont exceptées.

Ce faisant, ce paragraphe ne fait que reproduire, paraphraser voire ajouter à l'article 594 du CIC qui est ainsi libellé :

"Le Roi peut autoriser certaines administrations publiques (...) à accéder aux informations enregistrées dans le Casier judiciaire, uniquement dans le cadre d'une fin déterminée par ou en vertu de la loi, à l'exception :

1° des condamnations et décisions énumérées à l'article 593, 1° à 4°;

2° des arrêts de réhabilitation et des condamnations visées par cette réhabilitation;

.../...

3° des décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation et la suspension probatoire;

4° les décisions condamnant à une peine de travail conformément à l'article 37^{ter} du Code pénal.

Elles n'ont plus accès aux condamnations à des peines d'emprisonnement de six mois au plus, à des peines d'amende ne dépassant pas 500 francs et à des peines d'amende infligées en vertu des lois coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière quel que soit leur montant, après un délai de trois ans à compter de la date de la décision judiciaire définitive qui les prononce, sauf si ces condamnations comportent des déchéances ou des interdictions dont les effets dépassent une durée de trois ans, prononcées dans le jugement ou dont la connaissance leur est indispensable pour l'application d'une disposition légale ou réglementaire."

1.2. Comme le Conseil d'État l'a fréquemment rappelé,

"Il est de règle que dans un texte de nature législative ou réglementaire, il y a lieu d'omettre les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition de force obligatoire supérieure, soit en les reproduisant, soit en les paraphrasant. De telles mentions sont certes superflues, mais davantage que celui de double emploi, c'est le reproche de dénaturation de la norme qui doit être adressé à de telles pratiques. L'auteur du texte doit en effet rester dans sa sphère de compétence; en reproduisant même fidèlement une disposition de force obligatoire supérieure, il agit comme s'il était compétent pour arrêter, donc aussi modifier la norme supérieure reproduite, celle-ci étant alors en quelque sorte rétrogradée dans la hiérarchie des normes." ¹

En conséquence, le paragraphe 1^{er} de l'article 7 du projet doit être omis.

(1) Voir l'avis 38.689/2/V, donné le 24 août 2005, sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 23 février 2006 organique portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle (Doc., Parl. RBC, session 2004/2005, n° A-186/1, pp. 97-102).
Voir aussi l'avis 41.399/4, donné le 23 octobre 2006, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif au financement de l'Institut scientifique de service public. Voir également l'avis 40.236/4, donné le 2 mai 2006, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006, déterminant les modalités de fonctionnement du comité d'accompagnement et de suivi des commissaires spéciaux du Gouvernement institué en application de l'article 174^{bis} du Code wallon du Logement; l'avis 37.205/4, donné le 7 juin 2004, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2004 relatif aux organismes de logement à finalité sociale; l'avis 38.524/2, donné le 29 juin 2005, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 août 2005, portant diverses mesures relatives au transport combiné en exécution de l'article 5, § 1^{er}, 2°, a), du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et de l'article 5, § 1^{er}, 2°, a), du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites et moyennes entreprises et l'avis 38.887/4, donné le 26 septembre 2005, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon "modifiant l'arrêté du 3 mars 2005 relatif au Code de l'eau en ce qui concerne les servitudes légales d'utilité publique dans le secteur de l'eau".

1.3. Dans les articles 8 à 19 que comporte également le chapitre II du projet d'arrêté, figure une énumération d'administrations publiques qui, outre celles reprises à l'article 7, sont également autorisées à accéder aux données du Casier judiciaire central en précisant, à chaque fois, la disposition légale ou réglementaire dans le cadre de laquelle cet accès peut avoir lieu.

Il va de soi que ces administrations publiques énoncées aux articles 8 à 19 ne pourront, comme celles qui le sont à l'article 7, § 2, avoir accès aux données du Casier judiciaire central que dans le respect, d'une part, de la disposition légale ou réglementaire qui définit la finalité pour laquelle ces administrations doivent disposer de ces données et, d'autre part, de l'article 594 du CIC et, dans ce cadre, elles ne pourront donc consulter que des données dont cet article autorise l'accès.

2.1. Le chapitre III a un objet similaire à celui du chapitre II c'est-à-dire désigner les autorités qui ont accès aux données du Casier judiciaire central, mentionner la base légale ou réglementaire qui requiert la connaissance de ces données et, dans certaines dispositions, énoncer les données précises de l'article 590 du CIC auquel l'accès est accordé. Pour ce faire, les dispositions de ce chapitre III se fondent toutefois, non sur l'article 594 du CIC, mais sur l'article 589 du CIC.

La portée de ce chapitre III est ainsi décrite par le rapport au Roi :

"Le chapitre III vise les autorités qui sur (la) base d'une disposition nécessitant la connaissance du passé judiciaire, doivent avoir connaissance d'autres informations que celles qui seraient délivrées en exécution de l'article 594 du Code d'instruction criminelle."

2.2. L'article 589 du CIC a essentiellement pour objet de définir ce qu'est le Casier judiciaire central et d'en circonscrire la finalité comme suit :

"La finalité du Casier judiciaire est la communication des renseignements qui y sont enregistrés :

- 1° aux autorités chargées de l'exécution des missions judiciaires en matière pénale;
- 2° aux autorités administratives afin d'appliquer des dispositions nécessitant la connaissance du passé judiciaire des personnes concernées par des mesures administratives;
- 3° aux particuliers lorsqu'ils doivent produire un extrait de Casier judiciaire;

4° aux autorités étrangères dans les cas prévus par des conventions internationales ²."

Cet article 589 ne confère aucune habilitation au Roi pour définir les autorités qu'il énumère pas plus que pour modaliser l'accès aux données qui figurent au Casier judiciaire central en application de l'article 590 du CIC. La seule habilitation prévue par le CIC pour désigner les autorités administratives visées à l'article 589, alinéa 2, 2°, du CIC, est celle que comporte son article 594.

Dans cette mesure, le chapitre III, tel que sa portée en est dégagée par le rapport au Roi, doit être omis de l'arrêté en projet.

(2) La Commission pour la protection de la vie privée a observé à ce propos ce qui suit :

"L'article 589, deuxième alinéa, IC, définit les finalités [L'article 589 est une disposition générale consacrant légalement l'existence du Casier judiciaire central en tant que système de traitement automatisé au sens de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, et définissant ses fonctions et finalités : l'enregistrement et la conservation des condamnations et décisions rendues en matière pénale et de défense sociale, et la communication des renseignements qui y sont enregistrés aux autorités ou personnes autorisées à y avoir accès (doc. Chambre 1996-1997, n° 988/1, p. 7] de la constitution et de la tenue de la banque de données du Casier judiciaire central, à savoir la communication de ces données à 4 groupes définis par la loi :

- «1° aux autorités chargées de l'exécution des missions judiciaires en matière pénale;
- 2° aux autorités administratives afin d'appliquer des dispositions nécessitant la connaissance du passé judiciaire des personnes concernées par des mesures administratives;
- 3° aux particuliers lorsqu'ils doivent produire un extrait de Casier judiciaire;
- 4° aux autorités étrangères dans les cas prévus par des conventions internationales».

D'après les travaux préparatoires :

- l'article 593 IC régit plus concrètement l'accès du premier groupe (doc. Chambre 1996-1997, n° 988/1, p. 9);
- l'article 594 IC régit plus concrètement l'accès du deuxième groupe (doc. Chambre 1996-1997, n° 988/1, p. 10);
- les articles 595 et 596 IC réglementent plus concrètement l'accès du troisième groupe (doc. Chambre 1996-1997, n° 988/1, p. 10-11)."

3. En conséquence, le projet d'arrêté doit être revu. À l'occasion de la réécriture du texte, l'auteur veillera, pour assurer le respect de l'article 594 du CIC, à consulter à nouveau la Commission de la protection de la vie privée. Cette nouvelle consultation est, en tout état de cause, déjà requise compte tenu des adaptations apportées au projet d'arrêté postérieurement à l'avis n° 18/2006 rendu le 12 juillet 2006 par cette commission³.

⁽³⁾ Selon les informations communiquées au Conseil d'État par le fonctionnaire délégué, les modifications intervenues dans le texte de l'arrêté royal, postérieurement à l'avis n° 18/2006 précité, sont les suivantes :

- un accès pour "Kind en Gezin" a été prévu à l'article 7, § 2, 11° du projet, dans le cadre de l'article 8 du Décret de la Communauté flamande du 7 mai 2004 portant octroi de titres-services pour la garde d'enfants, et des articles 2 et 19 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} mars 2002 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres d'aide aux enfants et d'assistance des familles;
- la référence à la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions a été remplacée par la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec les armes;
- un accès pour les gouverneurs de province et le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale a été prévu dans le cadre de l'arrêté royal du 8 janvier 2006 réglementant le statut des gardes champêtres particuliers;
- un accès pour les tribunaux de commerce, a été prévu dans le cadre de l'article 184 du Code des sociétés.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	H. BOSLY,	assesseurs de la section de législation,
	G. KEUTGEN,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.409/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 september 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toegang van bepaalde openbare overheden tot het Centraal Strafreger", heeft op 25 oktober 2006 het volgende advies gegeven :

Draagwijdte van het ontwerp van koninklijk besluit

Het ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de toegang van bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafregerister te vervangen.

In het verslag aan de Koning wordt in dat verband het volgende bepaald :

"Het koninklijk besluit van 19 juli 2001 moet worden gewijzigd omdat nieuwe overheden hebben verzocht om toegang te krijgen tot de gegevens van het Centraal Strafregerister en in de regelgeving rekening moet worden gehouden met de verschillende aard van de toegankelijke gegevens."

De hoofdstukken II (artikelen 7 tot 19) en III (artikelen 20 tot 41) van het ontworpen koninklijk besluit zijn het die deze doelstelling willen bereiken, waarbij in hoofdstuk I de nadere regels vastgesteld worden volgens welke de aanwijzing geschiedt van de personen die, binnen de overheden genoemd in het ontwerp, toegang hebben tot de gegevens van het Centraal Strafregerister (artikelen 3 en 4), de limieten bepaald worden van het gebruik van die gegevens (artikel 5) en de rechten vastgelegd worden van de personen op wie diezelfde gegevens betrekking hebben (artikel 6).

Algemene opmerkingen

1.1. Hoofdstuk II van het ontwerp strekt tot aanwijzing van de overheden waaraan toegang wordt verleend tot de gegevens geregistreerd in het Centraal Strafregerister ter uitvoering van artikel 594 van het Wetboek van Strafvordering (hierna ten noemen W. Sv.).

Dit hoofdstuk omvat een eerste artikel (artikel 7 van het ontwerp) waarvan paragraaf 1 de gegevens bepaalt waarvan de overheden die genoemd worden in paragraaf 2 van dat artikel kennis kunnen nemen, alsook de gegevens die daarop een uitzondering vormen.

.../...

Aldus wordt met deze paragraaf de inhoud van artikel 594 van het W. Sv. enkel herhaald, geparafraseerd of zelfs uitgebreid, welk artikel als volgt is gesteld :

"De Koning kan (...) aan bepaalde administratieve overheden toegang verlenen tot in het Strafregister opgenomen gegevens, zulks uitsluitend in het kader van door of krachtens de wet bepaalde doeleinden, en met uitzondering van :

- 1° de veroordelingen en beslissingen bedoeld in artikel 593, 1° tot 4°;
- 2° arresten van herstel in eer en rechten en veroordelingen waarop dat herstel in eer en rechten betrekking heeft;
- 3° beslissingen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling en tot probatie-opschorting;
- 4° de beslissingen die veroordelen tot een werkstraf overeenkomstig artikel 37^{ter} van het Strafwetboek.

Zij hebben geen toegang meer tot gegevens betreffende veroordelingen tot gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden, tot geldboete van ten hoogste 500 frank en tot geldboete, ongeacht het bedrag ervan, die is opgelegd krachtens het koninklijk besluit van 16 maart 1968 tot coördinatie van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, na een termijn van drie jaar te rekenen van de dag van de rechterlijke beslissing waarbij zij zijn uitgesproken, behalve indien deze veroordelingen een vervallenverklaring of een ontzetting inhouden waarvan de gevolgen zich over meer dan drie jaar uitstrekken, uitgesproken in het vonnis of waarvan die overheden absoluut kennis moeten hebben om een wets- of verordeningsbepaling te kunnen toepassen."

1.2. De Raad van State heeft in dat verband reeds meermaals het volgende gesteld :

"Als regel geldt dat bepalingen die alleen maar een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, niet thuishoren in een regeling. Zulke vermeldingen zijn weliswaar overbodig, maar het grootste bezwaar ertegen is niet zozeer dat ze voor overlappingsen zorgen, dan wel dat ze de regel uithollen. De regelgever moet namelijk binnen zijn bevoegdheidssfeer blijven. Door een hogere regel - zelfs getrouw - over te nemen, handelt hij alsof hij bevoegd is om de overgenomen hogere regel vast te stellen en dus ook te wijzigen, waardoor die regel als het ware een lagere rangorde verkrijgt binnen de hiërarchie van de normen." ¹

Bijgevolg behoort paragraaf 1 van artikel 7 van het ontwerp te vervallen.

1.3. In de artikelen 8 tot 19, die eveneens deel uitmaken van hoofdstuk II van het ontwerpbesluit, wordt een opsomming gegeven van openbare besturen die, naast die welke genoemd worden in artikel 7, eveneens toegang mogen hebben tot de gegevens van het Centraal Strafreger, waarbij telkens de wets- of verordeningsbepaling aangegeven wordt in het kader waarvan die toegang mag geschieden.

(1) Advies 38.689/2/V, van 24 augustus 2005 over een voorontwerp van organieke ordonnatie houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle.
Zie ook advies 41.399/4, gegeven op 23 oktober 2006, over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering relatief au financement de l'institut scientifique de service public. Zie eveneens advies 40.236/4 gegeven op 2 mei 2006, over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot bepaling van de werkingsmodaliteiten van het Comité voor de begeleiding en de opvolging van de bijzondere regeringscommissarissen, ingevoerd overeenkomstig artikel 174bis van de Waalse Huisvestingscode; advies 37.205/4, gegeven op 7 juni 2004, over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2004 betreffende de sociale huisvestingsinstellingen; advies 38.524/2, gegeven op 29 juni 2005, over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 25 augustus 2005 houdende verschillende maatregelen betreffende het gecombineerd vervoer ter uitvoering van artikel 5, § 1, 2°, a, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en van artikel 5, § 1, 2°, a, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen en advies 38.887/4, gegeven op 26 september 2005, over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering "modifiant l'arrêté du 3 mars 2005 relatief au Code de l'eau en ce qui concerne les servitudes légales d'utilité publique dans le secteur de l'eau".

Het hoeft geen betoog dat de openbare besturen waarvan sprake in de artikelen 8 tot 19, evenals die genoemd in artikel 7, § 2, enkel toegang hebben tot de gegevens van het Centraal Strafregerister met inachtneming van enerzijds de wets- of verordeningsbepaling waarin voorgeschreven wordt waartoe die besturen dienen te beschikken over die gegevens en van artikel 594 anderzijds van het W. Sv. en dat ze, in dat verband, dus enkel de gegevens kunnen raadplegen waarvoor dat artikel toestemming verleent.

2.1. Hoofdstuk III heeft een soortgelijk doel als hoofdstuk II, namelijk de overheden bepalen die toegang hebben tot het Centraal Strafregerister, de wettelijke of reglementaire grondslag vermelden die voor inzage in die gegevens vereist is en, in een aantal bepalingen, de precieze gegevens aangeven van artikel 590 van het W. Sv. waarvoor toegang wordt verleend. Te dien einde steunen de bepalingen van hoofdstuk III evenwel niet op artikel 594 van het W. Sv., maar wel op artikel 589 van het W. Sv.

De draagwijdte van dat hoofdstuk III wordt in het Verslag aan de Koning als volgt verwoord :

"In hoofdstuk III wordt verwezen naar de overheden die, op grond van een bepaling waarvoor kennis van de gerechtelijke antecedenten is vereist, andere dan de ter uitvoering van artikel 594 van het Wetboek van Strafvordering afgegeven gegevens moeten weten."

2.2. Artikel 589 van het W. Sv. is in hoofdzaak bedoeld om een definitie te geven van hetgeen het Centraal Strafregerister is en er de doelstelling van te omschrijven als volgt :

"De doelstelling van het Strafregerister bestaat erin de daarin geregistreerde gegevens mede te delen aan :

- 1° de overheden belast met de uitvoering van de opdrachten van de rechterlijke macht in strafzaken;
- 2° de administratieve overheden met het oog op de toepassing van bepalingen waarvoor kennis is vereist van het gerechtelijk verleden van de personen op wie administratieve maatregelen betrekking hebben;
- 3° particulieren ingeval zij een uittreksel uit het Strafregerister moeten voorleggen;

4° buitenlandse overheden in de gevallen omschreven in internationale overeenkomsten²."

Dat artikel 589 verleent de Koning geen enkele machtiging om de overheden te bepalen die het opsomt, noch om de voorwaarden te bepalen voor de toegang tot de gegevens die in het Centraal Strafrechtregister staan overeenkomstig artikel 590 van het W. Sv. De enige machtiging waarin voorzien wordt door het W. Sv. om de bestuurlijke overheden aan te wijzen bedoeld in artikel 589, tweede lid, 2°, van het W. Sv., is die vervat in artikel 594 ervan.

In dat opzicht dient hoofdstuk III, zoals de draagwijdte ervan blijkt uit het verslag aan de Koning, uit het ontworpen besluit te worden weggelaten.

(2) De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft in dat verband het volgende gesteld :

"Artikel 589, tweede lid, SV bepaalt de doeleinden [Artikel 589 is een algemene bepaling die het bestaan van het Centraal Strafrechtregister als systeem van geautomatiseerde gegevensverwerking in de zin van artikel 1, § 3, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, wettelijk vastlegt, alsmede de taken en doelstellingen ervan omschrijft : registratie en bewaring van veroordelingen en maatregelen uitgesproken in strafzaken en ter bescherming van de maatschappij, alsook mededeling van inlichtingen omtrent deze beslissingen aan de overheden die gemachtigd zijn kennis daarvan te nemen. (Parl. St., Kamer, 1996-1997, nr. 998/1, blz. 7) met het oog op dewelke de gegevensbank Centraal Strafrechtregister wordt aangelegd en gehouden, namelijk om de erin opgenomen gegevens mee te delen aan 4 wettelijk omschreven groepen :

«1° de overheden belast met de uitvoering van de opdrachten van de rechterlijke macht in strafzaken;

2° de administratieve overheden met het oog op de toepassing van bepalingen waarvoor kennis is vereist van het gerechtelijk verleden van de personen op wie administratieve maatregelen betrekking hebben;

3° particulieren ingeval zij een uittreksel uit het Strafrechtregister moeten voorleggen;

4° buitenlandse overheden in de gevallen omschreven in internationale overeenkomsten.»

Volgens de voorbereidende werken regelt :

- artikel 593 SV meer concreet de toegang van de eerste groep (Parl. St., Kamer, 1996-1997, nr. 988/1, blz. 9);
- artikel 594 SV meer concreet de toegang van de tweede groep (Parl. St., Kamer, 1996-1997, nr. 998/1, blz. 10);
- artikel 595 en 596 SV meer concreet de toegang van de derde groep (Parl. St., Kamer, 1996-1997, nr. 988/1, blz. 10-11)."

3. Het ontwerpbesluit dient bijgevolg te worden herzien. Naar aanleiding van het herschrijven van de tekst, dient de steller erop toe te zien dat, met het oog op de inachtneming van artikel 594 van het W. Sv., de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer nogmaals geraadpleegd wordt. Deze nieuwe raadpleging is hoe dan ook reeds vereist gelet op de aanpassingen die in het ontwerpbesluit zijn aangebracht sedert deze commissie op 12 juli 2006 advies nr. 18/2006 gegeven heeft ³.

⁽³⁾ Volgens de inlichtingen die aan de Raad van State zijn verstrekt door de gemachtigde ambtenaar zijn de volgende wijzigingen aangebracht in de tekst van het koninklijk besluit sedert het voornoemde advies nr. 18/2006 gegeven is :

- er is in artikel 7, § 2, 11°, van het ontwerp voorzien in toegang voor "Kind en Gezin", in het kader van artikel 8 van het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 7 mei 2004 houdende de toekenning van dienstencheques voor kinderopvang, en van de artikelen 2 en 19 van het besluit van de Vlaamse Regering van 1 maart 2002 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor kinderzorg en gezinsondersteuning;
- de verwijzing naar de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie is vervangen door de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens;
- er is voorzien in toegang voor de provinciegouverneurs en voor de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad in het kader van het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot regeling van het statuut van de bijzondere veldwachters;
- toegang wordt geboden aan de rechtbanken van koophandel in het kader van artikel 184 van het Wetboek van vennootschappen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	H. BOSLY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	G. KEUTGEN,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS